

TEMPS PLEIN, POCHES VIDES QUAND LE TRAVAIL NE PROTÈGE PLUS DE LA PRÉCARITÉ



Abdel de Bruxelles, de son vrai nom Abdel Bouzbiba, est un dessinateur de bandes dessinées d'origine franco-marocaine. Né au Maroc et ayant grandi dans le sud de la France, il vit aujourd'hui à Bruxelles. Son style se distingue par des dessins épurés et des récits souvent engagés.

Convaincu par le travail de notre association, avec qui il a accepté - pour notre plus grand bonheur - de collaborer sur ce projet, il s'est attelé, avec le scénariste Alexandre de Moté, à dépeindre l'histoire de Steph', un indépendant qui, malgré des heures de travail acharné, n'arrive plus à s'en sortir financièrement.

Il nous livre dans ces pages les premières esquisses de « Un petit expresso sans sucre », une BD en forme de chronique sociale mettant en lumière la situation des travailleur euses précaires.

La bande dessinée sera disponible en décembre 2024. Commandez-la sans tarder au prix « spécial donateur·ices de L'Ilot » de 15 € (+ frais d'envoi) via dons@ilot.be.

Illustrations : © Abdel De Bruxelles Scénario : © Alexandre de Moté

Graphisme et mise en page : © Noémie Broder - Red Orb Créations

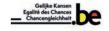
Comité de rédaction : Gaëtan Delmar, Ariane Dierickx, Martin Grimberghs et Jérémie Mercier

Avec le soutien de :











Éditorial La précarité des travailleuses et travailleurs en Belgique, un enjeu de société de plus en plus urgent

Les crises successives – financière, économique, sanitaire, sociale – ont fragilisé notre société, frappant durement les travailleuses et travailleurs précaires. Notre association, active contre le sans-abrisme, en témoigne quotidiennement : des milliers de personnes font face à l'insécurité de l'emploi, à la perte de logement et à une érosion progressive de leurs droits.

Un peu partout dans le monde, l'extrême-droitisation des débats politiques a notamment pour conséquence de marginaliser les personnes les plus fragiles. En Belgique, la récente modification du paysage politique annonce des réformes qui semblent privilégier la flexibilité du travail au détriment de la sécurité. Dans un climat d'installation de nouveaux gouvernements à différents niveaux de pouvoir, il est crucial de remettre les droits des travailleurs et travailleuses précaires au centre du débat.

À L'Ilot, nous refusons de traiter uniquement les symptômes de la précarité. Nous offrons un accompagnement global, avec l'objectif que les personnes puissent retrouver une stabilité professionnelle et une autonomie durable. Collaborant au quotidien avec les autorités politiques et publiques, nous plaidons pour des réformes politiques ambitieuses, ciblant le logement abordable, l'automatisation des droits, la sécurisation de l'emploi, l'individualisation des droits sociaux ou encore l'accès aux services de santé mentale.

Notre pays, nos régions, doivent devenir des territoires de solidarité, où chaque travailleur ou travailleuse pourra retrouver dignité et espoir. C'est dans cet esprit que nous collaborons avec Abdel de Bruxelles, auteur de BD engagé, qui a à cœur de mettre en lumière les souffrances liées au travail précaire. Son œuvre, dont vous pourrez admirer les prémisses dans ces pages, sera bientôt disponible via tous nos canaux de communication.

Bonne lecture I

Ariane Dierickx, directrice générale

Quand les factures s'accumulent

Steph' bascule d'une vie « sans tracas » à la banqueroute financière et ses conséquences multiples.















TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES PRÉCAIRES : UNE RÉALITÉ DANS LES SERVICES DE L'ILOT

Des « costumes-cravate » sans chez-soi : la réalité de l'accueil des travailleuses et travailleurs précaires parmi nos publics n'est pas neuve. Équipe sociale et résidentes de nos maisons d'accueil témoignent.



« La tendance est à la hausse », confirme Alexandra Todeanca, coordinatrice de la Maison d'accueil pour hommes de L'Ilot à Bruxelles. « De plus en plus, nous devons adapter notre accueil à celui de personnes dont le quotidien est de se lever pour aller travailler. Ce n'est évidemment pas la même dynamique d'accompagnement social. »

Des résidents et résidentes qui, bien qu'ayant un emploi, ne parviennent pas à subvenir à leurs besoins essentiels, notamment en matière de logement. Face à la hausse des loyers et à l'insuffisance des revenus, ils et elles se retrouvent dans nos Maisons d'accueil, en dépit de leur activité professionnelle. L'Ilot œuvre activement pour apporter des solutions structurelles, en plaidant pour une meilleure protection sociale et un accès au logement décent pour toutes et tous ; et, ainsi, freiner l'engrenage infernal dans lequel les personnes vivant en rue tombent irrémédiablement, qu'elles soient travailleuses ou non.













SAYLI:

« AUJOURD'HUI, MON TRAVAIL NE ME PROTÈGE PAS »

Sayli a 29 ans et avait, jusqu'il y a peu, toujours

décarcasse pour vivre de sa passion ».

« connu les semaines pleines ». D'abord en salle puis en cuisine, comme « chef » et toujours dans « de grands restaurants ». Le genre de lieu « dans lequel on ne chôme pas ». Des journées de douze heures, six jours par semaine, Sayli connait. D'Atlanta à La Havane en repassant régulièrement par Bruxelles, Sayli mènera pendant des années une vie de backpacker en toque. Pour ses proches, il mène surtout « la grande vie » à l'autre bout du monde. Pour lui, il « se

Il paie ses loyers par tranches, enchaîne les heures supplémentaires et les sacrifices qui vont avec. Les dérives aussi : alcool et dépendances le mèneront à un retour précipité en Belgique. Ses proches « tombent de haut ». Lui, fait profil bas. « Avant, pour eux, j'avais l'argent, la voiture, les costumes. Mais c'était plus une façade que le vrai moi. Qui devient riche grâce à son travail ? Eux pensaient que j'avais trouvé ma voie, moi j'étais conscient d'être en train de ruiner ma vie. » S'en suivront neuf jours en rue, ses premiers sans travailler depuis treize ans. Aux nuits dans le métro se succèdent les journées d'errance.

Un appel avec sa sœur lui fera connaitre L'Ilot et sa Maison d'accueil pour hommes, « Le 38 », qu'il intègre en juin dernier. Quelques jours plus tard, revigoré, Sayli trouvera un travail « en deux heures, mais dans un Carrefour Express ». Un temps plein, mais pas franchement le boulot de ses rêves pour celui qui entame en parallèle des études pour devenir éducateur spécialisé. Sayli ne perd pas la face mais ne veut pas que sa situation soit connue de ses collègues. « Ce serait trop louche. » Alors, « pour eux », il est « le bon samaritain toujours bien sapé » qui va porter les invendus du jour « aux SDF ». Pour ses nouveaux colocataires de L'Ilot, il est le travailleur qui ramène des petits plats préparés en fin de journée. Une double vie que Sayli accepte de mener de front, sans sourciller. « Aujourd'hui mon travail ne me protège pas, pour ça il y a L'Ilot, mais je me dis que c'est une étape vers le retour à l'autonomie. »

Se relever

Steph' trouve écoute et soutiens multiples à son arrivée au « 73 », le Centre de jour mixte de L'Ilot.





Entretien avec Philippe Defeyt

« On peut ne plus être pauvre selon les statistiques mais rester dans des conditions de vie précaires »

Économiste et ancien président du CPAS de Namur, Philippe Defeyt pose un regard critique sur la précarité grandissante des travailleurs et travailleuses en Belgique. Face à un système inadapté aux nouvelles réalités du travail, il questionne les outils actuels de mesure de la pauvreté et propose des réformes structurelles.

La pertinence relative des indicateurs de pauvreté

Pour Philippe Defeyt, il est indispensable de revoir la manière dont nous mesurons la pauvreté. « Le taux de pauvreté tel qu'on le calcule aujourd'hui, à partir du revenu médian, ne reflète pas la réalité vécue par beaucoup de personnes. On peut très bien ne plus être pauvre selon les statistiques mais rester dans des conditions de vie précaires ou à l'inverse être pauvre selon l'indicateur mais bénéficier d'aides matérielles multiples (logement social, déplacements gratuits, tarif social gaz, etc.) qui, de fait, protègent de la pauvreté. »

L'indicateur de pauvreté ignore des éléments comme le surendettement ou les coûts liés à la santé, qui affectent pourtant directement le niveau de vie. Philippe Defeyt plaide pour des indicateurs prenant en compte les dépenses réelles nécessaires pour mener une vie digne. « En Wallonie, si demain toutes les personnes en situation de pauvreté accèdent à des logements sociaux, voient leurs dettes effacées et reçoivent des repas gratuits, le taux de pauvreté tel qu'il est mesuré aujourd'hui resterait inchangé, car il ne se base que sur le revenu! »

Il évoque également l'évolution des définitions de la pauvreté, qui restent des choix politiques ancrés dans leur époque : « Quand l'Europe a décidé qu'une personne était considérée comme pauvre quand elle n'atteignait pas 60 % du revenu médian – alors que la norme jusque-là était en Belgique de 50 % du revenu moyen -, le taux de pauvreté a presque doublé dans notre pays, passant de 7 % à 15 % ! Ce qu'il faut aujourd'hui, ce sont des indicateurs qui reflètent le niveau de vie réel, et pas seulement les revenus. »

Les travailleurs et travailleuses pauvres et le risque de sans-abrisme

Sur la question des travailleurs et travailleuses précaires, Philippe Defeyt met en garde contre les amalgames. « Dire qu'un travailleur est pauvre simplement parce qu'il a un salaire bas brouille les cartes. Ce qui compte, c'est le ménage dans lequel il vit : le même salaire si vous êtes isolé ou si vous avez trois personnes à charge ce n'est pas la même chose. »

L'instabilité des contrats (intérim, CDD, flexijobs) expose des travailleurs et des travailleuses à un risque accru de précarité. « Plus les revenus sont fractionnés, plus le risque de devenir un ou une travailleuse pauvre est élevé. Et si ces personnes perdent leur emploi, elles risquent de ne jamais atteindre les quotas nécessaires pour ouvrir leurs droits au chômage. La législation n'est tout simplement pas adaptée à leur situation. »

Sans oublier que la précarité dans l'emploi a aussi une dimension de genre : les emplois à temps partiel, les contrats à durée déterminée, concernent davantage les femmes que les hommes. « Aujourd'hui, nous vivons dans une société où des personnes perçoivent des pensions de 6 000 euros tandis que d'autres, souvent des femmes, doivent se contenter de moins de 800 euros par mois. C'est indéfendable. »

Philippe Defeyt s'inquiète également de l'augmentation du sans-abrisme, particulièrement à Bruxelles. « La situation est en train d'empirer, et ce n'est pas uniquement dû aux sans-papiers. Même en les excluant des chiffres, le nombre de personnes sans abri augmente. Et derrière cette réalité, il y a souvent des parcours de vie marqués par des problèmes de santé mentale qui aggravent leur précarité. » Il rappelle que pour certaines personnes, des programmes comme "Housing First" (qui proposent un logement stable avant tout autre accompagnement) fonctionnent bien, mais que ce n'est pas une solution universelle, insistant sur l'importance de la reconstruction d'un réseau social autour de la personne (ndlr : comme le fait S.Ac.A.Do., le service d'accompagnement à domicile de L'Ilot).

EN CHIFFRES

2 150 000 personnes

soit 18,6 % de la population belge courent un risque de pauvreté ou d'exclusion sociale (AROPE)* Le seuil de pauvreté de 2023 a augmenté de 84 euros par mois pour atteindre 1 450 euros par mois pour une personne isolée; il est de 3 045 euros pour un ménage de deux adultes et deux enfants.*

Plus de 200 % d'augmentation

À Bruxelles, en 30 ans, le loyer moyen a augmenté de plus de 200 %. Et de 83 % rien qu'entre 2010 et 2020 (5 fois plus que l'inflation et 3 fois plus que le salaire moyen).**

^{*}Source : Statbel (2023) | **Source : RBDH (2022)



En 2024, on peut enfiler un costume de grand matin et se coucher le ventre vide. C'est la réalité d'une société qui ne permet plus de vivre de son travail, confirmée par le quotidien dans nos services qui voient défiler en leurs murs des publics de plus en plus éclectiques.

Parce qu'on peut être universitaire et à la rue. Avoir un contrat de travail à temps plein et résider dans une Maison d'accueil de L'Ilot.

C'est parce que le travail ne protège plus de la précarité que les chiffres du sans-abrisme continuent de grimper. C'est pour lutter contre cette augmentation qu'à L'Ilot nous travaillons tous les jours à l'accompagnement des personnes sans chez-soi ou en risque de sans-abrisme dans toutes les étapes de leur parcours liées à la thématique du logement.

Pour soutenir cette dynamique collaborative aussi axée sur la (pré)formation à travers nos projets d'économie sociale, L'Ilot a plus que jamais besoin de vous.

En soutenant nos actions, vous permettez d'apporter un espoir aux près de 3000 personnes ayant recours à nos services. L'Ilot, c'est chaque année, plus de 20 000 nuits en maison d'accueil, environ 40 000 repas distribués, près d'une centaine de personnes relogées.

Chaque don compte, agissez maintenant: BE33 0017 2892 2946

Vous avez découvert dans ces pages les premières esquisses d'un projet d'envergure que nous avons mené avec Abdel de Bruxelles : la bande dessinée « Un petit expresso sans sucre » qui retrace le parcours de Steph', un indépendant qui n'arrive plus, malgré son travail, à s'en sortir financièrement.

Commandez la BD (à paraître en décembre 2024) au prix « spécial donateur·ices de L'Ilot » de 15 € (+ frais d'envoi) via dons@ilot.be.

02/537.20.41 info@ilot.be Rue de l'Église Saint-Gilles 73, 1060 Bruxelles www.ilot.be

